



THE FINAL COUNTDOWN: IN OR OUT

Comme certains ont pu l'apprendre avant les fêtes de fin d'année, le Conseil de Surveillance, réuni à Paris, le 16 décembre, a été riche en (mauvaises) surprises.

ENCORE PLUS D'ECONOMIES

L'actionnaire majoritaire a estimé que la prévision d'un budget 2017 négatif n'était pas acceptable. Le top management a donc été mandaté pour identifier des économies de plusieurs millions d'euros, avant la fin janvier, alors même que le budget 2017 est déjà déficitaire.

DES ACTIONNAIRES EN RETRAIT

Les actionnaires publics, qui pendant des années ont voté des budgets, des business plans, des changements majeurs, aujourd'hui semblent étrangement égarés par rapport à la situation critique d'Euronews : le bilan financier négatif, les projets de suppression et de réduction de versions linguistiques, les plans de profonde transformation sans véritable moyens, le partenariat avec NBC qui soulève des questions sur la future identité de notre chaîne, les fractures sociales ...

Ajoutons la Commission Européenne, qui a baissé son engagement financier, tout en voulant avoir son mot à dire sur les choix stratégiques du groupe.

Tout cela aurait soudainement réveillé nos actionnaires publics, qui dormaient d'un sommeil tranquille depuis des années... Certains d'entre eux, en marge du Conseil de Surveillance, ont même laissé entendre, en mode off, qu'ils pourraient quitter Euronews !

A QUI CONFIER LA RESPONSABILITÉ DE NOTRE FUTUR ?

Le moment est donc venu de demander aux chaînes publiques, qui ont fondé Euronews en 1993, et à la Commission Européenne, qui accompagne ce projet depuis très longtemps, d'assumer enfin leurs responsabilités.

Face à leur éloignement progressif, au manque d'investissement, de stratégie de développement, de synergie entre les chaînes publiques et nous et face à la coupure ou la réduction de nos financements, le management n'a pas mis en œuvre des projets à la hauteur de notre potentiel et de nos ambitions.

En ce moment de forte crise sociale et de changement nécessaire de notre modèle de fonctionnement, nous devons nous faire entendre, bien au-delà de Lyon et de la France et remettre le futur de notre chaîne entre les mains de ceux qui historiquement, auraient dû en assurer la croissance.

NOTRE PLAN D'ACTION

Nous proposons d'écrire une pétition, à signer par tous, pour demander aux partenaires publics, à l'actionnaire majoritaire et à la Commission Européenne des moyens supplémentaires pour assurer la transformation et le maintien du modèle d'Euronews car l'UE a besoin de plus de voix justement dans les langues sacrifiées par le PSE. Pensons aux crises dans les pays arabes, à celle entre l'Ukraine et la Russie, au dossier nucléaire de Téhéran et à l'élection présidentielle iranienne en 2017.

Nous envisageons une action de lobbying d'envergure auprès des chaînes publiques et de leurs gouvernements respectifs, de la Commission Européenne et du Parlement Européen mais aussi du Conseil de l'Europe.

La Fédération Internationale de la Presse ainsi que plusieurs syndicats européens ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt auprès de la SNJ-CGT afin qu'une telle action voit le jour.

Des personnalités de haut niveau se sont déjà exprimées en faveur d'Euronews et pourraient rallier ce front de pression.

Nous devons donc être unis et remettre la responsabilité du destin d'Euronews entre les mains de ceux qui l'ont fondée, et ensuite oubliée !